

La "génération Internet" à l'épreuve des services en ligne payants

De Sophie ESTIENNE (AFP) – 5 août 2009

BRUXELLES — Ils ont grandi avec la Toile et représentent l'avenir de l'économie numérique, mais le défi est de convaincre cette "génération Internet" de payer pour les services en ligne, prévient la Commission européenne.

D'après une étude publiée mardi, 66% des moins de 24 ans surfent tous les jours, bien plus que la moyenne des Européens (43%). La tranche des 16-24 ans est aussi la plus grande utilisatrice des réseaux sociaux comme Facebook ou des services de téléchargement et de partage de musique ou de vidéo: 73% s'en sont servis dans les trois derniers mois, soit le double de la moyenne européenne (35%). "Cette génération, ceux qui ont grandi avec Internet et n'ont pas eu à l'apprendre, c'est là que se trouve le potentiel économique de l'Europe", affirme un porte-parole de la Commission, Martin Selmayr.

Mais l'étude relève une autre différence de ces jeunes internautes: "Leur attitude vis-à-vis du paiement de contenus en ligne et leur perception que beaucoup des services et des contenus sont disponibles gratuitement". Au total, 33% des jeunes ne sont pas prêts à payer pour télécharger. "Un chiffre intéressant, et aussi alarmant d'une certaine façon: ça montre que le potentiel économique dépendra beaucoup d'un cadre juridique qui permette un téléchargement plus facile, et en même temps qui protège les droits des créateurs", souligne Martin Selmayr.

La commissaire européenne chargée des nouvelles technologies, Viviane Reding, a reconnu récemment que "le piratage sur Internet semble devenir de plus en plus +sexy+", surtout chez les jeunes. "La croissance du piratage en ligne est un vote de défiance envers les modèles d'activité et les solutions légales qui existent", a-t-elle estimé. Elle a évoqué les "graves déficiences du système actuel" et jugé "regrettable" que le débat soit "polarisé" entre tenants du tout-gratuit ou du tout-répressif.

L'antagonisme s'est manifesté notamment autour du projet français dit "Hadopi" de lutte contre les pirates, qui prévoyait dans sa version initiale de couper purement et simplement l'accès Internet aux récidivistes.

La France est aujourd'hui au 10e rang européen pour l'usage d'Internet: 47% des Français surfent quotidiennement et 63% au moins une fois par semaine. Mais elle est 3e pour le téléchargement ou l'écoute en ligne de musique et de vidéo (38% d'utilisateurs), derrière les Pays-Bas (46%) et le Luxembourg (42%). Les statistiques ne font toutefois pas la distinction entre offres légales ou non.

"Il est nécessaire de pénaliser ceux qui enfreignent la loi. Mais y a-t-il vraiment suffisamment d'offres légales attractives pour le consommateur sur le marché?", s'est interrogée Viviane Reding. "Avons-nous envisagé les options alternatives à la répression? Avons-nous vraiment regardé le problème avec les yeux d'un jeune de 16 ans?"

Car même les jeunes payent pour certains services en ligne. Dans les trois derniers mois, 10% l'ont fait, une proportion d'ailleurs deux fois supérieure à la moyenne européenne. Jeunes et moins jeunes admettent aussi, dans des proportions quasi identiques, qu'ils seraient incités à payer, si les prix étaient plus bas (presque 30%), le choix et la qualité meilleurs, les contenus pas protégés contre la copie et les modes de paiement plus pratiques (entre 15% et 20%).

"Au niveau de la gestion des droits (d'auteurs) et des licences, des solutions praticables restent encore à trouver", conclut l'étude.

Viviane Reding compte faire du dossier une des priorités de son prochain mandat à la Commission. Mais ce ne sera pas le seul défi si l'Europe veut réussir sa révolution Internet: à l'opposé des jeunes, pour qui la Toile est un terrain de jeu naturel, un tiers des Européens ne l'a jamais utilisée.